



Thinking Africa

PRODUCTION DE SAVOIRS
ORGANISATION DE CONFERENCES
ANIMATION DE FORMATIONS
GESTION DE PROJETS
DIFFUSION DES IDEES

NOTE D'ANALYSE POLITIQUE | NAP N°83

Conduites socioéconomiques de la population de Bangui face au déficit énergétique

Par
Molambo Gbessou Mboutouma Octave

FÉVRIER 2020 | POLITIQUES, STRATÉGIES & DIPLOMATIES ÉCONOMIQUES



Thinking Africa

PRODUCTION DE SAVOIRS
ORGANISATION DE CONFERENCES
ANIMATION DE FORMATIONS
GESTION DE PROJETS
DIFFUSION DES IDEES

Conduites socioéconomiques de la population de Bangui face au déficit énergétique

Résumé

Le déficit énergétique est un fléau auquel font face les pays de l'Afrique subsaharienne. La république centrafricaine étant plongée dans cette crise énergétique tente de trouver des voies de sortie et des issues de secours. L'objectif de cet article est de comprendre les conduites socioéconomiques des acteurs économiques et la population face à ce phénomène.

Contexte

Le déficit de l'énergie électricité dans le monde pose un énorme problème au développement de l'industrie pouvant booster le développement économique et/ ou une forte production industrielle. Pour pallier cela on assiste à l'introduction des matières premières comme l'uranium et d'autres moyens comme les groupes électrogènes dans la production électrique. Ces sources d'énergie complémentaires de la source hydroélectrique ont un impact néfaste sur l'environnement (gaz à effet de serre). C'est ainsi qu'en Centrafrique on remarque un fort taux de déficit énergétique qui se traduit par un fort taux de délestage ; un faible développement industriel.

Idées majeures

- Une mauvaise politique énergétique, la mauvaise gouvernance et un manque de politique de décentralisation ont causé le déclin du secteur énergétique en Centrafrique ;
- La population s'oriente vers les nouvelles sources d'énergie renouvelable (panneau solaire, lampe solaire rechargeable, la biomasse etc.) afin de juguler et compenser le déficit énergétique ;
- L'adoption et le développement des nouvelles sources d'énergie par l'Etat pour diversifier les sources d'énergie et protéger l'environnement face au changement climatique.
- L'appropriation des nouvelles technologies énergétiques et la codification par l'Etat de ce secteur sont porteuses pour le développement économique et industriel par la création des unités de fourniture des consommables et matériels de production.

Problématiques

Comment expliquer le déficit énergétique en RCA avec toutes ces potentialités hydro électriques ? Quelles stratégies adoptées par la population pour pallier ce déficit énergétique ? Quels en sont les impacts socio-économiques et les éléments de réponses institutionnelles ? Quelle place occupent les nouvelles technologies énergétiques dans un pays (ville) en proie à un déficit énergétique criard ?

Mots clés : conduites socioéconomiques – énergie solaire – stratégies – déficit énergétique - Bangui



Introduction

Le déficit de l'électricité dans le monde pose un énorme problème au développement des industries pouvant booster le développement économiques et/ou une forte production industrielle. L'Afrique subsaharienne est la partie la plus touchée par ce phénomène sur le continent Africain. La République Centrafricaine située au cœur de l'Afrique est plus fortement touchée (3% taux national d'électrification) en dépit de ses 2000 MW de potentiel hydroélectrique estimé.

Le sous-secteur électricité en République Centrafricaine est régi par le décret n°68.10.64 du 12 janvier 1968. La production de l'énergie électrique en RCA est assumée par la seule société publique ENERCA (Energie Centrafricaine) depuis sa création en 1963. Cette production énergétique s'effectue par les usines hydroélectriques de BOALI 1 et 2 qui produisent une capacité de 18 MW. Depuis la création de l'Enerca jusqu'aujourd'hui, le sous-secteur électricité est caractérisé par un faible taux d'électrification ; au niveau national 3% et à peu près 20% au niveau de la capitale Bangui. Ce taux est quasi nul dans certaines zones rurales environ 1% et nul dans d'autres. Ce faible taux de couverture renvoie à la problématique d'accès à l'électricité par les ménages et les acteurs économiques dans les villes centrafricaines et par extension africaines si l'on se réfère aux travaux menés par (Nguezoumkakebmaki, 2010) pour le cas de Ndjamena. Cette difficulté d'accès à l'électricité est une dimension importante des nombreuses crises que vivent nos sociétés dans cette décennie.

La capacité productive de l'Enerca à travers les barrages hydroélectriques sur la M'bali face à l'accroissement démographique ne pouvait plus satisfaire une demande croissante en énergie de la capitale. Cette dégradation de la fourniture

électrique et la faible production énergétique ont suscité la création des organes pouvant réguler le secteur avec des missions spécifiques. L'un de ces organes est l'ARCEC (agence autonome de régulation du secteur d'électricité). Cette agence vient comme un renfort pour harmoniser le secteur électrique dans la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique dans les ménages. Il y a aussi l'ACER (Agence Autonome d'Electrification Rurale). Cette dernière a pour mission de promouvoir et inciter à l'électrification des zones périurbaines et des zones rurales qui possèdent un taux d'électrification quasi-nul. En dépit de son fort potentiel énergétique (hydroélectrique, gazier, solaire ou photovoltaïque, biomasse, atomique ou uranium) partiellement exploré, la production électrique demeure très faible engendrant ainsi des délestages intempestifs qui laissent les consommateurs (entreprises et ménages) dans des situations inconfortables. Ce qui nous pousse à nous interroger : Quelles sont les causes de la crise énergétique en RCA ? Quelles pratiques permettent aux consommateurs de juguler le déficit de l'énergie électrique dans la ville de Bangui ? Quelle place occupent les nouvelles technologies énergétiques dans un pays (ville) en proie à un déficit énergétique criarde ? Cette thématique nous permettra à travers les résultats de diversifier les sources d'énergie électrique pour une fourniture correspondant à la demande et booster ainsi le secteur socioéconomique et industriel.

1.

2. Etats des lieux et Stratégies de la population

Cette rubrique nous amène à passer en revue les atouts et faiblesses du sous-secteur électricité en RCA principalement dans la ville de Bangui et à identifier les conduites socioéconomiques des acteurs locaux (habitants des zones d'études) face au déficit énergétique qui y sévit.



Thinking Africa

2.1. Etats des lieux

Comme nombreux pays de l'Afrique subsaharienne souffrant d'un faible taux de production d'énergie électrique, la RCA est doublement frappée par ce phénomène avec une puissance de 18,6 MW. Possédant un vaste réseau hydrographique, la RCA a un potentiel hydroélectrique de 2000 MW pouvant satisfaire une grande partie du besoin énergétique du pays. L'électrification en RCA est plus urbaine que rurale, avec un taux de 20% en zone urbaine contre un taux quasi-nul pour les zones rurales. Cette faible électrification urbaine est due à une mauvaise politique du développement du secteur énergétique, principalement de l'électricité par la construction des barrages hydroélectriques sur différents sites (chute de Mbeko, dans la Lobaye, chute de toutoubou dans la Mambéré Kadeï). Depuis l'indépendance jusqu'aux années 90, la RCA vu sa démographie et le nombre des abonnés au réseau énergétique, était en suffisance énergétique. La production de l'énergie électrique s'effectue à travers les barrages hydroélectriques de Boali 1 et 2 avec une puissance installée de 18,6 MW qui alimente Boali, la ville de Bangui et sa périphérie appuyée d'une centrale thermique à Bangui de 22 MW. Le déficit énergétique est dû d'une part à la vétusté des installations de la centrale de Boali 1 et 2 et d'autre part à l'insuffisance de la capacité de production à Bangui. Face au déficit hydroélectrique, la population a su trouver des palliatifs à travers d'autres sources d'énergie (thermique et photovoltaïque).

2.2. Energie thermique

La production thermique est la deuxième principale source d'énergie électrique en RCA. Dans les préfectures et sous-préfectures le réseau électrique est alimenté par les centrales thermiques. Plus de quinze (15) préfectures sur seize (16) que compte la RCA sont alimentées par les générateurs thermiques qui ne fonctionnent que

4h du temps (18h-21h) dans les zones rurales. Cette fréquence d'alimentation énergétique de la zone rurale ne favorise pas le développement socioéconomique des zones rurales. On peut se référer au cas de Berberati avec la société SEFCA (Exotica) pour étayer cette affirmation. La population urbaine et rurale s'approvisionne en énergie électrique par les générateurs thermiques de différentes capacités selon les besoins. Charles, fonctionnaire et chef de ménage affirme: « avec un programme d'approvisionnement irrégulier ; je me suis offert un petit générateur Yamaha ET 900 qui me permet d'éclairer chez moi le soir pour l'étude des enfants et la recharge des batteries de téléphones des membres de la famille ». Les générateurs (groupes électrogènes) sont devenus une alternative inévitable.

La production de l'énergie thermique intervient comme palliatif au déficit énergétique et trouve ainsi un terreau fertile à son développement. Fridolin, journaliste à la radio Guira Fm nous confie ceci « les hôpitaux, pharmacies, supermarchés et les grandes sociétés possèdent des générateurs avec des capacités répondant à leurs besoins énergétiques » entretien réalisé en septembre 2019. Il traduit par ces mots, une réponse des acteurs économiques au déficit d'approvisionnement en énergie électrique pour l'ensemble du tissu social et économique dans la ville de Bangui. Une ville jadis alimentée 24h/24h plonge dans le délestage temporaire rotatif, stratégie adoptée par les autorités en charge de la distribution de l'énergie. La fréquence des délestages varie selon les secteurs et les sites stratégiques tels que (les hôpitaux, centre émetteurs, quartiers résidentiels). Cette énergie est produite par les générateurs utilisant les hydrocarbures (essence et gasoil). L'utilisation de ces derniers n'est pas à la portée de toutes les classes sociales car le prix d'achat des générateurs et des hydro-



Thinking Africa

carbures, sources principales de cette énergie, est prohibitif. C'est ce que se traduisent les propos de Chancel, artisan dans le secteur informel : « plusieurs personnes dans la ville utilisent les groupes électrogènes pour s'alimenter le soir. Mais, l'achat de cet engin et l'approvisionnement en carburant, c'est un budget qui n'est pas permis à un citoyen de basse classe ». Seules les familles de classes supérieures et moyennes peuvent profiter du luxe des générateurs.

La classe inférieure se contentera du pétrole pour l'alimentation des lampes tempêtes pour l'éclairage le soir. Certains individus, appréciant comme prohibitif le prix du litre de pétrole (600 Fcfa), utilisent des bougies pour s'éclairer, ce qui est des fois la cause de nombreux incendies. Au vu des coûts de production énergétique par les générateurs thermiques (groupes électrogènes et lampe tempête) des maladies produites par la pollution de ces engins certains individus, voire les services publics et privés s'orientent vers les nouvelles technologies d'énergies (NTE)

2.3. Énergie solaire photovoltaïque

Elle est jadis utilisée par la Socatel pour l'alimentation de ses installations dans les provinces. Le déficit énergétique, les conséquences des sources thermiques et les enjeux environnementaux (la dégradation de la couche d'ozone) ont facilité le développement des NTE. La RCA comme tous les autres pays de l'Afrique centrale avec un taux d'irradiation de 5 kWh/m²/j répartie sur tout le territoire, possède une capacité de s'approprier l'énergie solaire pour pallier le déficit solaire. L'utilisation de l'énergie solaire dans la ville de Bangui est encore embryonnaire. Elle est beaucoup plus utilisée dans l'éclairage domestique le soir pour recharger les batteries de téléphone et l'étude des enfants. L'accès à cette nouvelle technologie revient à un coût très élevé ; de l'achat du matériel en passant par l'installation et l'en-

retien. L'utilisation des lampes torches solaires et lampes tempêtes solaires devient culte. L'utilisation de ces gadgets de la nouvelle technologie énergétique (solaire) dépend du pouvoir d'achat des acteurs sociaux variant des plaques solaires photovoltaïques, lampes torches solaires, lampes à pile, et les lampes tempêtes solaires. Mais aussi la construction des parcs solaires par les pouvoirs publics pour renforcer le taux de production énergétique.

3. Répercussions socioéconomiques

L'électrification demeure le secteur énergétique en crise en Centrafrique principalement dans la ville de Bangui en dépit des ressources naturelles disponibles pour sa production. Ce déficit énergétique engendre des répercussions économiques mais aussi sociales. L'approvisionnement irrégulier des ménages en énergie ne leur permet pas d'assumer et de mener à bien les diverses activités (Tefe et Yomb, 2015). Ce dysfonctionnement à un fort taux d'impact sur les industries et entreprises qui n'arrivent pas à booster leurs activités par manque d'un approvisionnement régulier en énergie à haute tension. Cet état du secteur énergétique maintient la RCA dans une industrialisation embryonnaire. Si l'on s'en tient au cas de la cimenterie de N'zila dans la sous-préfecture de Bimbo (PK9 sortie sud de Bangui) ; qui n'arrive pas à débiter les activités par manque d'énergie et d'une puissance valable. C'est à cet obstacle du déficit énergétique que se heurtent tous les projets d'industrialisation en RCA (la cimenterie de M'baïki dans le sud de la RCA). Ce faible taux d'industrialisation de la RCA maintient le taux de chômage qui devient inquiétant pour la jeunesse qui constitue plus de 65 % de la population active. L'entreprenariat traîne à prendre son envol n'ayant pas la capacité de s'octroyer un générateur pour permettre l'utilisation des appareils dans la production technique (chaudronnerie, soudure et tuyauterie) et la conservation des



Thinking Africa

produits dans la production agropastorale. Cette crise énergétique et l'insécurité grandissante ont favorisé le dépôt de bilan de certaines entreprises.

Le déficit énergétique a favorisé l'éclosion du nouveau marché de service de charge batterie. Cette source d'énergie (thermique) a favorisé la création des points de recharges des téléphones et ordinateurs. Nous remarquons l'apparition des kiosques tout le long des principales artères de la ville, dans les marchés et dans les quartiers offrant ce service. En pratiquant de cette activité les acteurs associent de fois la ventes des accessoires téléphoniques (coques, batteries, écouteurs, chargeurs etc.). On assiste aussi à la création du marché des accessoires de la nouvelle technologie énergétique (panneaux solaires, batteries, cumulateurs, convertisseur et autres accessoires). Ce nouveau marché crée ainsi un lien social entre les acteurs (encastrement). Les petits métiers gravitant autour de cette technologie apparaissent (installateurs, dépanneurs, services d'entretien). L'ensemble de ces répercussions d'une part néfaste à l'essor économique et industrielle apparaît innovateur d'autre part et pourvoyeur d'emploi.

Conclusion

En somme le déficit énergétique est un dénominateur commun à des crises socioéconomiques que vivent certains pays de l'Afrique subsaharienne. L'analyse des conduites socioéconomiques face au déficit énergétique dans la ville de Bangui nous a permis d'identifier les stratégies et techniques des ménages pour pallier ce déficit. Ce déficit est dû d'une part, à la croissance démographique et le développement de la ville et l'élargissement des zones périurbaines (Tefe et Yomb, 2015) et d'autre part à la vétusté des installations, un faible taux de production et une gestion inefficace du système énergétique

centrafricain. Deux types d'énergie (énergie thermique et solaire) apparaissent comme palliatif au déficit. Le premier cas fait allusion à l'énergie thermique fournit par les générateurs utilisant du carburant ainsi que les lampes tempêtes utilisant du pétrole. L'énergie solaire à travers les panneaux photovoltaïques, lampe torche solaire et lampes tempêtes solaires et les bougies illustre le second cas. Cette étude nous a permis d'évaluer les répercussions socioéconomiques de ce déficit sur le quotidien de la population à travers leurs activités. Ces répercussions s'illustrent par une industrialisation embryonnaire, taux de chômage élevé d'une part et la création de nouveau marché d'énergie salaire et thermique, la création des petits métiers concernant les NTE. Une meilleure politique énergétique permettra de résoudre tout ce problème ; favoriser la transition ou un mix énergétique afin de résorber le déficit et favorisera un essor économique de la RCA.



Thinking Africa

Références Bibliographiques

1. Bakebek L, trois problèmes sociologiques du déploiement des nouvelles technologies de l'énergie au Cameroun ;
2. Bakebek L, Cameroun : quand les panneaux solaires photovoltaïques se mettent au service de l'électrification des villes.
3. Boudon R, Rationalité et théorie de l'action. Paris, Méridiens, Klincksieck.
4. Livre blanc de la CEMAC et la CEEAC : politique régionale pour un accès universel aux services énergétiques moderne et au développement économique et social 2014 – 2030 ;
5. Molambo O, conduites socioéconomiques des acteurs locaux en temps de crise en RCA : cas de la commune de Pissa. Mémoire de master université de Douala
6. Nguézoumka Kebmak, V ; L'Approvisionnement des Ménages en Energie dans la Ville de N'Djame-na : Cas du Troisième Arrondissement, Université de N'Gaoundéré Cameroun, Master de recherche en Géographie Cameroun 2010.
7. Nkue, V et Njomo, D, « Analyse du système énergétique camerounais dans une perspective de développement soutenable », (résumé, 24 pages et 22 figures, 2006), in Revue de l'Énergie, vol. 558, mars-avril 2009 ;
8. Nzango C, le syndrome énergétique Centrafricain : Pourquoi tant de délestage à Bangui
9. Rapport Enerca : programme d'investissement 2016 – 2030
10. Rapport de diagnostic du secteur énergétique en RCA, janvier 2017 ;
11. Tefe, R et Yomb, J, Les conduites socioéconomiques des populations face à la crise de l'énergie électrique à Douala au Cameroun
12. Tamo Tatietsé, Kemajou, A, Diboma, D.S ; Offre d'Electricité et de Développement des Entreprises industrielles au Cameroun, ENSP (Ydé 1) et ENSET (DLA), 2008.



Thinking Africa

MOLAMBO GBESSOUA MBOUTOUMA Octave
Doctorant en sociologie économique
Laboratoire de sociologie
Université de Douala (Cameroun)
Email : molambotave@yahoo.fr



Thinking Africa

Créé en janvier 2013 par une équipe de chercheurs et experts africains, Thinking Africa est un institut de recherche et d'enseignement sur la paix en Afrique. Nous produisons un savoir utile et prospectif sur la paix et ses enjeux en Afrique dans le but d'éclairer les décisions et les stratégies, qu'elles soient publiques ou privées.

THINKINGAFRICA.ORG